

La guerre du Haut-Karabagh et la remise en question des alliances régionales

Pierre ANDRIEU

Ancien ambassadeur, ancien co-président français du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), enseigne la politique étrangère russe à Sciences Po

Page | 20

L'arrière-plan historique

Le Caucase, massif montagneux le plus élevé en Europe (le mont Elbrouz culmine à 5642 m), est un kaléidoscope ethnique, linguistique et religieux. Il a été également un important obstacle naturel que la Russie a franchi dès le XVII^e siècle pour conquérir les territoires stratégiques en Transcaucasie, relevant alors de l'Empire perse, afin d'accéder aux « mers chaudes » et le Golfe persique.

Par les traités de Golestan en 1813 et de Tourmanchaï en 1828, la Perse a abandonné à la Russie toutes ses possessions au nord de l'Araxe, notamment les khanats situés le long et dans l'arrière-pays de la Caspienne, dont les khanats de Bakou, de Karabagh, de Nakhichevan et de Erevan, vassaux de la dynastie Kadjar. Ceux-ci ont été annexés par l'Empire russe et redécoupés en *gubernia*, dont certains ont été repeuplés d'Arméniens chrétiens.

L'instauration du pouvoir soviétique dans les années 20 du siècle dernier a bouleversé à nouveau la situation dans le Sud-Caucase. En application de la « politique soviétique des nationalités », théorisée par Staline dès 1913, toute nationalité devait être dotée d'un territoire et d'une langue distincts. Dans cette région, l'URSS a créé les trois Républiques socialistes soviétiques (RSS) de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Comme pour d'autres républiques soviétiques, y ont été intégrées des régions autonomes, dont l'ethnie était différente de l'ethnie majoritaire. Ainsi la région autonome du Haut-Karabagh, bien que peuplée en majorité d'Arméniens, a été englobée dans la RSS d'Azerbaïdjan²⁵.

Dès la fin de l'URSS, les limites administratives qui divisaient ces entités soviétiques sont devenues des frontières internationales, très vite contestées par les pays devenus indépendants. En septembre 1991,

trois mois avant la dissolution de l'URSS, le Haut-Karabagh a proclamé son indépendance et sorti unilatéralement de l'Azerbaïdjan. La guerre qui s'en est suivie entre ce pays et l'Arménie s'est conclue par une victoire de celle-ci, dont les armées ont occupé, outre le Haut-Karabagh, sept districts azerbaïdjanais le ceinturant. La disposition des forces a été figée par le cessez-le-feu de mai 1994 signé à Moscou.

D'un *statu quo* à l'autre, ou comment l'instabilité a perduré

Le *statu quo* était inadmissible pour l'Azerbaïdjan, qui était décidé à le remettre en question par tous les moyens. Vaincu mais revanchiste, ce pays a engagé un vaste programme de modernisation de son outil militaire. Disposant d'un budget de défense supérieur, à lui seul, au budget total de l'État arménien, Bakou aurait dépensé plus de 24 milliards de dollars entre 2009 et 2018 pour financer son réarmement et améliorer la formation de ses armées, avec l'assistance de la Turquie.

Les Arméniens, au contraire, forts de leur victoire en 1994 et se pensant inexpugnables, ont refusé toute concession sur les plans politique et territorial et, sur le plan militaire, n'ont modernisé ni leur tactique ni leurs armements.

Profitant de circonstances internationales favorables (élections américaines, pandémie et crise économique en Europe), l'Azerbaïdjan a lancé le 27 septembre 2020 son offensive, surpris les Arméniens en les contournant par le sud, le long de la frontière avec l'Iran, pour ensuite les déloger de leurs réduits montagneux. La Turquie, qui a toujours soutenu « ses frères d'arme azerbaïdjanais », notamment sur le plan militaire (fourniture des drones qui ont fait la différence sur le terrain, formation et envoi de mercenaires de Syrie), a joué un rôle crucial dans cette victoire.

²⁵ « La guerre Arménie-Azerbaïdjan » selon P.

Andrieu, EuroAsia Prospective 04/10/2020.

L'écrasante victoire militaire de l'Azerbaïdjan a également signifié une défaite de la diplomatie déployée pendant plusieurs années par le groupe de Minsk, co-présidé par la Russie, la France et les États-Unis. Se heurtant à la mauvaise volonté des deux parties, les co-présidents n'ont jamais pu surmonter leurs divergences inconciliables tout au long des négociations.

Sifflant « la fin de la partie », les Russes ont stoppé les Azerbaïdjanais, qui auraient pu sans peine atteindre le territoire arménien lui-même, et ont imposé aux deux protagonistes la signature, le 10 novembre 2020, d'un cessez-le-feu, en écartant le groupe de Minsk. Ce texte a entériné la reconquête par les Azerbaïdjanais des sept districts occupés par les Arméniens mais aussi l'occupation des deux tiers du territoire du Haut-Karabagh, dont la ville de Choucha, emblématique pour les deux pays.

Le cessez-le-feu a permis le déploiement de près de 2000 soldats russes chargés de garantir son application. Prenant acte du rôle important de la Turquie dans le conflit, les Russes ont concédé à ce pays la présence de quelques soldats au sein d'un « Centre de contrôle du cessez-le-feu » dont les inspections sont censées se dérouler uniquement par drones, à l'exclusion de toute présence sur le terrain²⁶.

Ce conflit a coûté très cher en termes humain et matériel. Le nombre de victimes des deux côtés atteindrait 6500 tués dont 150 civils. S'agissant des pertes matérielles, elles auraient été six fois plus importantes pour l'Arménie que pour l'Azerbaïdjan. L'armée de ce pays aurait détruit pour 4,8Mds\$ d'équipements arméniens, dont une partie a été exhibée à Bakou à l'occasion de « la parade de la victoire » en présence des présidents azerbaïdjanais et turc.

Mais le nouveau *statu quo* issu du cessez-le-feu du 10 novembre 2020 ne paraît pas plus stable que celui de 1994. Les questions politiques, notamment le statut de ce qui reste du Haut-Karabagh et les délimitations frontalières, ne sont pas réglées. Et, contrairement à la situation précédente, la Russie se trouve directement engagée sur le terrain, en contact avec les protagonistes, ce qui lui ferait porter la responsabilité des risques éventuels.

Les alliances de 1994 n'ont qu'imparfaitement fonctionné en 2020

Comme en 1994, la Russie est apparue comme le grand vainqueur diplomatique de cette guerre. Renforçant son alliance avec l'Arménie, dont elle continue à assurer la sécurité en dernier ressort, elle conserve ses bonnes relations avec l'Azerbaïdjan, qu'elle approvisionne toujours en armements et dont le régime continue à bénéficier du soutien du Kremlin. Le cessez-le-feu a également renforcé sa présence militaire dans la région, ses 2000 soldats déployés dans le Haut-Karabagh, en application du cessez-le-feu, venant s'ajouter à ceux stationnés dans sa base militaire à Gyumri en Arménie, à ses gardes-frontières qui veillent sur les frontières extérieures de ce pays, ainsi qu'à ses troupes en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud).

Dans leur politique d'équilibre subtil entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les Russes avantagent tantôt l'une tantôt l'autre pays, au gré de leurs intérêts. À l'exemple de ce qui s'est passé pendant la guerre d'avril 2016, le soupçon a affleuré à Erevan que Moscou n'aurait pas su, ou voulu, prévenir l'offensive azerbaïdjanaise de septembre dernier afin de donner une « leçon » au premier ministre libéral Pachinian et lui rappeler que la sécurité de son pays continuait de dépendre exclusivement de la Russie.

Ainsi, l'OSTC (Organisation du Traité de sécurité collective), cette alliance militaire créée en 2002 qui rassemble autour de la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, a-t-elle refusé de faire jouer la clause de sécurité collective, comme l'avait demandé Erevan. Elle a argué de manière quelque peu fallacieuse que c'était le Haut-Karabagh, et non le territoire national de l'Arménie, qui était attaqué.

Nouvelle configuration géostratégique et évolution des alliances

La « guerre des Quarante-quatre jours » a bouleversé la situation géostratégique dans le Caucase du Sud tout en faisant bouger les alliances existantes.

Prenant acte de l'entrée fracassante de la Turquie ans le Sud-Caucase, la Russie a réussi à l'encadrer dans son « partenariat conflictuel » avec ce pays. Moscou

²⁶ « Les bouleversements géostratégiques dans le

Sud-Caucase » P. Andrieu, Télés 16 avril 2021.

et Ankara s'entendent pour « gérer » le conflit du Haut-Karabagh sans interférence des Occidentaux, sur le « modèle » syrien du « processus d'Astana » signé en 2017 entre la Russie, la Turquie et l'Iran.

Mais Ankara a d'autres agendas importants dans la région : diplomatiques, avec le renforcement de son alliance avec Bakou, par la signature le 15 juin 2021 de la « Déclaration de Choucha »; connectivité, avec la réouverture des voies de transport fermées depuis 1991, notamment celle qui relie l'Azerbaïdjan à son exclave de Nakhitchevan et, au-delà, à la Turquie et à la Russie, en traversant le territoire arménien de Syunik (Zanguezour), que Bakou a du reste a menacé d'annexer²⁷. Le président Erdogan a même proposé de créer une plateforme à six (les trois pays du Sud-Caucase et ses trois voisins : Iran, Russie et Iran)²⁸ pour discuter de cette question, ce qui aurait pour effet de renouer le dialogue avec l'Arménie. Projet de transport du gaz turkmène à travers la mer Caspienne et l'Azerbaïdjan, pour ensuite l'acheminer en Europe²⁹. Enfin, début de réalisation du rêve pantouranien visant à établir des contacts directs avec l'Asie centrale turque.

L'Iran, enfin, semble être le grand perdant de cette guerre et s'est avéré incapable de retrouver son influence dans une région où pourtant il était dominant jusqu'au début du XIX^e siècle³⁰.

En outre, ce pays apprécie peu le renforcement de la Turquie en Azerbaïdjan alors que la présence dans sa partie septentrionale d'une très forte communauté azérie renforce la méfiance et les soupçons de séparatisme que Téhéran nourrit à l'égard de Bakou. Par ailleurs, la réouverture des voies de communication pourrait empêcher l'accès de l'Iran vers son allié arménien et, au-delà, vers le Nord. Enfin, sur le plan géostratégique, Israël, son ennemi juré, qui a également fourni quantité de drones à

l'Azerbaïdjan, voit ses positions considérablement renforcées le long de sa frontière avec l'Azerbaïdjan.

Pourtant, si l'Iran a perdu une bataille, il n'a pas perdu la guerre. En réponse à des manœuvres organisées le 12 septembre 2021 par l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Pakistan, l'Iran a mené en miroir des manœuvres importantes à titre d'avertissement, qui semble avoir été entendu à Bakou³¹.

La Russie a puissamment « réinvesti » le Sud-Caucase à l'occasion de la « guerre des quarante-quatre jours ». Mais, là comme dans d'autres parties de l'espace ex-soviétique, Moscou a été obligé « recalibrer » sa posture³². N'ayant plus les moyens d'assumer sa position hégémonique, elle se voit obligée de prendre de plus en plus en compte la situation intérieure dans les trois républiques sud-caucasiennes, sur laquelle elle n'a plus vraiment la main, ainsi que la présence en Transcaucasie d'autres puissances, comme la Turquie et sans doute l'Iran, voire la Chine en fonction de la progression de son projet de la « Belt and Road Initiative (BRI) »³³.

S'agissant des Occidentaux, les États-Unis de Biden ont certes exprimé leur volonté de revenir dans la région mais ne semblent pas encore prêts à y mettre les moyens, mobilisés par leur obsession chinoise. Quant à l'UE, sa volonté exprimée de devenir une puissance « géostratégique » dans une zone qu'elle a intégrée dans sa politique de Partenariat oriental l'amène tout naturellement à tenter d'y renforcer sa présence pour participer au règlement politique et contribuer à la reconstruction après-guerre. Un Sommet entre Charles Michel, le Président du Conseil européen, et les deux dirigeants arménien et azerbaïdjanais, a été organisé le 15 décembre 2021 à Bruxelles en marge du Sommet du Partenariat

²⁷ "In the South Caucasus, Can New Trade Routes Help Overcome a Geography of Conflict?" Thomas de Waal, Carnegie Europe, Novembre 2021.

²⁸ « Caucase du Sud : le grand chantier de l'ouverture des voies de communication », Benoît Filou, « Les clés du Moyen-Orient », 30 janvier 2022.

²⁹ « Iran-Azerbaïdjan : que se cache-t-il derrière les dernières tensions ? », Middle East Eye, octobre 2021.

³⁰ « Haut-Karabakh : un échec pour la République islamique d'Iran ? » Mohammad-Reza Djalili, Clément Therme, Centre de recherches

internationales (CERI) à Sciences-Po Paris.

³¹ « Turkey, Nagorno-Karabakh and the Central Asian Nexus » Eugene Chausovsky, 19 mars 2021.

³² "Russia Is Worried About Challenges in the Caucasus, The Nagorno-Karabakh war's aftermath is still impacting Moscow's plans", Eugene Chausovsky, Foreign Affairs, 14 janvier 2022.

³³ Pierre Andrieu, « L'impact de la pandémie sur les équilibres internationaux au sein de l'Eurasie », in A. de Tinguy (dir.), Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI, n° 254-255, février 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

oriental. Bien que cette réunion ait reçu l'assentiment de Moscou et de Bakou, l'UE ne semble pas encore en mesure de jouer le rôle qui lui revient dans cette région.

